

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire 63570

N° 756 – 7 Juin 2003

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

L'UNIVERSITE DE PERPIGNAN

La Gare de Perpignan a été immortalisée par Salvador Dali. L'inventeur des montres molles nourrissait une passion légitime pour ce bâtiment dont la banalité et la bêtise architecturale dépassaient l'entendement.

Aujourd'hui à Perpignan l'Université est en passe de devenir aussi célèbre que la Gare : on y atteint en effet les sommets de l'imaginable stupidité et de la ringardise intellectuelle. Voyons ce qui s'y passe. Voyons aussi les raisons majeures qui ont fait que le sort de la France a été un instant suspendu aux vicissitudes de cette noble institution. Et voyons enfin comment un gouvernement courageux a su remettre la France à l'heure des montres molles.

Ce qui se passe à Perpignan est tout à fait inoffensif. Dans la salle des Professeurs, le portrait de Karl Marx : le ton est donné. Pour réagir contre l'exploitation dont ils sont victimes les enseignants de cette Université se payent en nature : ils se votent des auto-promotions, entre camarades syndiqués. Ils pratiquent aussi un absentéisme systématique à partir du mois d'Avril. Le prétexte est imparable : « A partir du mois d'Avril, je répète ma saison estivale durant laquelle j'ai trois concerts par semaine à faire dans les campings ; rendez-vous en Novembre ». Certains prétendent qu'en réalité ces musiciens prosélytes de la culture populaire manipulent le pinceau et le balai aussi bien que le violon ou le hautbois, parce qu'ils doivent remettre en état les gîtes ruraux qu'ils louent l'été, loyers payés de la main à la main. Maintenant, qu'il y ait un incident politique qui mette en péril l'impérialisme gauchiste sur « leur » Université et ils accourent : on ne peut pas compter sur eux pour faire passer les examens, mais ils sont là pour animer les Assemblées Générales, ils étaient même là Lundi à 8 heures du matin pour installer les piquets de grève. Il faut réagir aux tentatives de « normalisation » menées par l'affreux ministre.

Car le sort de la France semblait se jouer à Perpignan. Pas seulement à Perpignan d'ailleurs : à Nice c'est un doyen de Faculté, secrétaire local de la section syndicale au demeurant, qui, « très démocratiquement », avec un Conseil à sa dévotion, « décrète » le report des examens. A Marseille, quelque quarante étudiants de Luminy dressent des barricades et empêchent les autres de composer. Mais Perpignan, c'était un symbole : la lutte contre le pouvoir parisien et son projet de réforme des Universités. « Ils jouent à Mai 68 » a titré un grand quotidien. Car on a cru un instant que la France allait basculer dans la « chienlit » de la Sorbonne. Pourquoi pas Hollande en Mitterrand, Thibaud et Blondel en Marchais et Krasucki ? Pourquoi pas à nouveau le stade Charlety pour prendre le pouvoir sur fond d'union sacrée de la classe des travailleurs syndiqués et du peuple des étudiants ? Comme en 1968, c'est bien d'une rupture avec le système capitaliste qu'ils s'agissait, c'était bien le refus de l'ultra-libéralisme.

Heureusement, la France a échappé à ce péril, parce que le gouvernement a mieux manœuvré que celui de 1968, ou de 1986 (c'est en décembre 1986 avec la loi Devaquet et les manifestations marquées par la mort de Malik Oussebine que les chances de victoire de Jacques Chirac se sont envolées, reconduisant Mitterrand pour sept ans). La manœuvre est connue en termes de navigation sous le nom de « En arrière toutes ». Il n'y aura pas de réforme des Universités de si tôt, le spectre du libéralisme s'évanouit.

Mais y avait-il dans la « réforme Ferry » la moindre intention ou la moindre mesure libérale ? Luc Ferry a su rassurer les professeurs, les étudiants de Perpignan et d'ailleurs sur l'essentiel : pas question de rompre avec le service public des Universités. Les Universités restent dans le giron de l'Etat, les diplômes demeurent nationaux, les enseignants et le personnel bénéficient ad vitam aeternam du statut de la fonction publique, et il n'est jamais venu à l'esprit du Ministre d'instaurer la moindre dose de concurrence, ni de sélection, ni encore moins d'initiative privée, dans les Universités Françaises. Elles pourront donc continuer à cultiver leur médiocrité, à orienter les meilleurs étudiants vers les grandes écoles ou les universités étrangères (scandale !) ou encore les écoles privées et marchandes (scandale encore plus grand). Et elles accueilleront encore longtemps les chômeurs en puissance, les exclus de la vie active. Tout le monde est content, puisqu'il n'est pas question de fourbir pour le compte du patronat les armes de l'exploitation capitaliste. La destination normale de toute cette belle jeunesse est le secteur public, et la plupart des enseignants, ici, savent faire.

Alors que disait cette réforme ? Essentiellement elle voulait introduire une dose supplémentaire de centralisation dans la vie universitaire en faisant du Président d'Université un grand ordonnateur des budgets, des structures et du personnel. On introduisait aussi un brin de démagogie en créant des postes de Vice-Présidents étudiants (voilà de quoi contenter l'UNEF). Quant au rôle des régions, tellement évoqué, il consistait à confier au Conseil Régional des attributions mineures en matière d'équipements sportifs et autres bricoles. L'erreur était dans la présentation du projet, qui portait un chapeau indécent : « assurer l'autonomie et la responsabilité des universités ». Chapeau menteur, masque de carnaval, qui valait bien en effet un hommage à Dali. Et où le rendre mieux qu'à Perpignan ?

Jacques Garello

Professeur Emerite à l'Université d'Aix Marseille III

Conjoncture

LA CROISSANCE AMERICAINE PLUS FORTE QUE PREVUE

Bonne surprise aux Etats-Unis : le département du commerce vient de réviser en hausse son estimation de croissance pour le premier trimestre 2003. Contrairement à l'Allemagne et à une partie de l'Europe, qui connaissent une récession, les Etats-Unis devraient renouer avec la croissance, accentuant l'écart Europe-USA.

La croissance revue à la hausse : 4% en 2004

Le département du commerce avait annoncé une progression du PIB américain de 1,6% au premier trimestre 2003, en données corrigées des variations saisonnières et en rythme annuel. Ce chiffre était déjà considéré comme satisfaisant, compte tenu du contexte géopolitique, puisque ce premier trimestre correspond à une activité économique ralentie par l'attente, puis au début de la guerre avec l'Irak : on attendait bien pire. Or cette estimation vient d'être révisée à la hausse et elle a été relevée à 1,9%. C'est mieux que les 1,4% constatés pour le dernier trimestre 2002.

Mais c'est surtout beaucoup mieux qu'en Europe, puisque, comme nous l'avons expliqué il y a quinze jours, l'Allemagne connaît un recul de 0,2%. Pour l'ensemble de l'année 2003, l'OCDE prévoyait 2,5% aux Etats-Unis, et ce devrait être mieux encore compte tenu de ce redressement imprévu de début d'année. En 2004, la reprise battrait son plein avec 4,0%. Pendant ce temps, la zone euro aurait au mieux 1,0% de croissance en 2003, dont 0,3% en Allemagne et 1,2% en France. Même en 2004, la reprise devrait être en Europe beaucoup moins sensible qu'aux Etats-Unis et atteindre, si tout va bien, 2,4%, soit environ la moitié de la croissance américaine.

La plupart des indicateurs sont en hausse aux USA et c'est en particulier le cas pour la consommation des ménages. C'est d'autant plus remarquable que l'on croyait que les ménages, tétanisés par l'approche de la guerre avec l'Irak, allaient stopper leur consommation. Or il n'en a rien été et celle-ci progresse de 2% contre 1,4% de prévu dans la première estimation.

Aucune déflation en vue

On notera que dans ces estimations trimestrielles, le « déflateur implicite du PIB » -ce qui correspond en gros à une mesure de l'inflation- a progressé de 2,5%. Ces résultats confirment l'analyse de Jacques GARELLO la semaine dernière dans son éditorial : avec une croissance sensiblement positive du PIB et une hausse des prix de 2,5%, on voit mal comment on pourrait avec sérieux parler de déflation, comme certains observateurs l'avaient fait.

En revanche, les chiffres de l'investissement ont déçu : les investissements des entreprises ont baissé de 4,8% en premier trimestre. Mais on peut faire deux remarques : d'une part ils avaient progressé le trimestre précédent de 2,3% et même de 6,2% pour les seuls biens d'équipements et logiciels : ce recul vient après une hausse. Et surtout l'investissement est le point le plus sensible à la conjoncture géopolitique. Partout dans le monde, il a reculé face à l'incertitude sur ce qui allait se passer au Proche-Orient. Désormais cette incertitude est levée de manière positive ; gageons que l'investissement va repartir. D'ailleurs, les profits eux-mêmes progressent, même si c'est modestement, ce qui est bon pour le financement des investissements.

Enfin, certains s'inquiètent de la situation de l'emploi. Il est vrai que le chômage a augmenté ces derniers mois et que des emplois ont été détruits. Le taux de chômage atteint désormais aux USA 6% de la population active. Mais là encore, ce taux est bien faible par rapport à l'Allemagne (9%) ou à la France (9,3%). Et surtout la création d'emplois est très rapide aux Etats-Unis en cas de reprise, en raison de la flexibilité du marché du travail, très supérieure à celle de l'Europe. Dès que l'économie sera repartie, le chômage va sensiblement reculer aux Etats-Unis.

Des baisses d'impôts qui préparent l'avenir

Les bonnes orientations de l'économie américaine vont-elles se confirmer à plus long terme ? Le Président BUSH a su prendre les mesures qui favoriseront une reprise durable. C'est surtout vrai pour les réductions d'impôts. Certes, il avait souhaité au départ diminuer sur dix ans les impôts de 726 milliards de dollars. Cela ne se fera pas, en raison de l'opposition des démocrates, mais aussi des hésitations de certains républicains qui avaient peur du déficit budgétaire. Comme certains européens, nombreux sont aux Etats-Unis ceux qui croient qu'on ne peut baisser les impôts qu'en période de croissance, alors que c'est la baisse des impôts qui favorise la croissance.

En dépit de ces oppositions le Président BUSH a pu faire voter une baisse d'impôts de 350 milliards de dollars. Il vient de signer la loi prévoyant ces réductions. Et le plus intéressant, c'est que plusieurs de ces mesures sont rétroactives et s'appliqueront dès le 1^{er} janvier 2003. Comme l'a souligné le Président BUSH « aujourd'hui j'autorise le département du Trésor à envoyer des chèques allant jusqu'à 400 dollars par enfant à 25 millions de ménages habilités à les recevoir. Ces chèques commenceront à arriver en juillet ». Plus généralement, ces baisses d'impôts concernent l'imposition des dividendes et des plus values, ainsi qu'une augmentation des parts familiales pour enfants à charge et des dotations pour amortissements des entreprises.

Ces baisses massives d'impôts ne sont pas prises dans une perspective keynésienne, pour relancer la demande, mais dans une logique de l'offre : on peut inciter ménages et entreprises à gagner plus d'argent en créant des richesses nouvelles, à entreprendre et à travailler plus, à investir et à épargner, etc.

En Europe, et particulièrement en France, il n'est pas sérieusement question de baisser les prélèvements obligatoires, contrairement aux Etats-Unis. En refusant les réformes de structures et les politiques appropriées, celle-ci refuse de préparer l'avenir, et si elle profite en 2004 de quelques miettes de la prospérité américaine, elle n'échappera pas pour autant au chômage massif ni aux déficits publics.

LA FRANCE, PAYS DE LA « MISERE FISCALE »

Le magazine FORBES vient d'apporter sa contribution à la comparaison internationale de la pression fiscale, en publiant, comme il le fait régulièrement, un index « de la misère fiscale », c'est à dire en fait du poids de l'impôt. Pour cela il utilise un critère très simple, mettant bout à bout tous les taux marginaux des divers impôts. C'est un indicateur comme un autre, qui peut évidemment être critiqué, mais qui a l'avantage de mettre l'accent sur une question essentielle : celle de la progressivité de l'impôt et en particulier de la tranche marginale. On peut soutenir à juste titre que cette tranche marginale est significative parce qu'elle explique les comportements des ménages ou des entreprises face à l'impôt : c'est elle qui, lorsqu'elle est trop élevée, décourage le travail, l'esprit d'entreprise, l'épargne, la création en général.

Or que ressort-il de cette enquête ? Que la France est championne de la pression fiscale, de ce que FORBES appelle la « misère fiscale » en réalité. Pour l'année 2003, cet index est en France de 179,4 (en mettant bout à bout les tranches marginales de l'impôt sur le revenu, de celui sur les bénéfices, de la TV A ou de l'ISF, etc). La Belgique est numéro 2 avec 153,1, loin derrière nous. Puis on trouve la Suède (149,8), classée donc loin derrière la France contrairement à ce que l'on aurait pu croire, l'Italie (145,0) à égalité avec la Chine, puis l'Autriche (144), la Norvège (139,7), la Grèce (136,9), la Slovaquie (136,8) ou la Finlande (135,5). La plupart des pays d'Europe centrale et orientale (avec une moyenne de 115 pour les dix futurs membres de l'Union européenne), mais aussi les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont loin derrière nous.

Certes, l'auteur de l'étude constate qu'en France, pour la première fois, le taux marginal de l'impôt sur le revenu est (très légèrement) inférieur à 50%, mais il convient d'ajouter qu'à cet impôt s'ajoute la CGS-CRDS, qui est de 10%, ce qui fait que la tranche marginale est en réalité de près de 60%, alors que partout dans le monde elle est très en dessous des 50%.

Cette analyse a provoqué de véhémentes protestations et en particulier, dans le Figaro, celle de Clara GAYMARD, Présidente de l'Agence Française pour les Investissements Internationaux. Celle-ci conteste le classement qui « n'a aucune valeur scientifique, l'analyse qui l'accompagne est de mauvaise foi et clairement mal intentionnée ».

Madame GAYMARD ajoute qu'on ne tient pas compte d'autres avantages de la France, comme du fait que la scolarité est gratuite. Certes, mais à quel coût pour le contribuable ? Et surtout, dit-elle, « en France, les trains arrivent à l'heure, la distribution de l'électricité est fiable. » Peut-être Madame GAYMARD ne prend-elle pas souvent le train, le bus ou le métro ?

COMMENT LUTTE OUVRIERE MANIPULE LES MANIFESTANTS

La presse a enfin relevé -avec quinze jours de retard- le rôle des trotskistes et tout particulièrement de ceux de Lutte Ouvrière dans les manifestations d'enseignants. Et certains enseignants -peu nombreux pour l'instant- commencent à s'en rendre compte.

Écoutons un responsable de Sud-Education : « quand le mouvement a pris, les militants de LO se sont proposés au niveau de la coordination Ile de France pour faire le boulot, organiser les Assemblées Générales. Au début tout se passait bien. Le soir du 13 mai, on s'est réuni et on a été plusieurs à suggérer une Assemblée Générale interprofessionnelle, c'est à dire élargie aux autres secteurs. Et là, on a vu les militants de LO combattre en groupe la proposition. On en a déduit qu'il y avait un enjeu pour eux et qu'ils avaient peur d'être dilués » (Le Monde).

Le débat s'est envenimé lorsqu'une coordination nationale a été lancée : « On est un certain nombre à défendre l'idée que les Assemblées Générales de grévistes de toute la France envoient à la coordination nationale des représentants élus et dûment mandatés. LO s'arc-boute sur le principe suivant : votent ceux qui sont présents, selon le mode un présent, un vote. Or la coordination nationale se réunit chaque semaine à Paris. On arrive à des aberrations où le vote de cinquante militants LO d'Ile de France qui assistent à toutes les réunions a plus de valeur que celui de quatre représentants de Toulouse qui représentent pourtant 5 à 600 grévistes ».

Ainsi les manifestants jouent-ils les « idiots utiles » dont parlait déjà LENINE. Jusqu'où vont-ils laisser des groupuscules ultra minoritaires les manipuler sans réagir ? Quant aux syndicats, et notamment FO, voilà longtemps qu'ils sont infiltrés !

LA REFORME DE L'EMPLOI

Voici la suite du compte rendu du colloque de l'ALEPS sur le bilan des réformes réalisées en un an. La réforme de l'Etat a été amorcée avec beaucoup de timidité, sans que l'on ait sérieusement remis en cause le partage entre Etat et collectivités locales, ni entre société politique et société civile. Qu'en est-il de la réforme de l'emploi ? Interrogation décisive au moment où l'on enregistre à nouveau une forte poussée de chômage en France.

Sophie de MENTHON et Axel ARNOUX : DES ENTREPRENEURS TEMOIGNENT

Chef d'entreprise et Présidente d'ETHIC, Madame Sophie de MENTHON traduit le mécontentement de 80% des patrons. Cette majorité est réduite au silence, parce que les instances patronales représentent mal les intérêts des PME. Or, ce sont les PME qui créent les emplois, et font survivre l'économie française. La détérioration du marché du travail est croissante : plus personne ne veut travailler, et quand les gens veulent travailler la législation les en empêche. Il ne faut pas s'étonner des délocalisations, surtout dans les services qui peuvent s'organiser en n'importe quel endroit de la planète. France Télécom et Wanadoo se sont installées en Tunisie. Si 80% des patrons sont décus, 40% sont découragés, et baissent les bras. Les ressources productives de la France sont donc inemployées.

Face à cette situation, il n'y a eu que des réformettes, que ce soit dans le domaine de la protection sociale (santé) ou de la fiscalité (les bureaucrates de Bercy veillent à leur Trésor). Et les entrepreneurs subissent les diktats de l'administration et des syndicats (de plus en plus radicalisés par des poignées de fanatiques – y compris de fanatiques religieux).

Les chefs d'entreprises sont donc prêts à se mobiliser, et à s'adresser directement à l'opinion publique, car la confiance dans les ministres et le Parlement est émoussée. Il faut réhabiliter les valeurs du travail, de l'initiative, du mérite, faire preuve d'audace et d'ambition. Le mouvement ETHIC envisage d'organiser à la rentrée une « fête de l'entreprise » pour essayer de réconcilier les Français avec l'entreprise créatrice d'emploi. La conjoncture est sans doute difficile, au moment où les licenciements se généralisent. Mais il faut expliquer que les licenciements sont le fait des gouvernants et des législations, et pas des entrepreneurs.

Axel ARNOUX, chef d'entreprise et administrateur de l'ALEPS, souligne que la situation des PME de l'industrie est encore pire que celle des services. Le nombre des dépôts de bilan ne cesse d'augmenter, rejoignant le niveau d'il y a cinq ans. Les « plans sociaux » tuent une entreprise plus sûrement que la concurrence internationale : MOULINEX n'a pas résisté à trois plans successifs. A l'inverse le gouvernement s'ingénie à soutenir des « canards boiteux » pour des raisons politiques et démagogiques. Chaque emploi « sauvé » à MétaEurope coûte 100.000 €. S'il faut libérer le marché du travail, c'est essentiellement en revenant de relations établies par le Code du Travail et les négociations collectives vers des relations régies par le libre contrat de travail. Parallèlement il faut aussi libérer le marché du capital, car les PME, sauf à s'endetter et dépérir, ne peuvent investir que sur des patrimoines privés. Or ceux-ci sont détruits par la fiscalité ; il faut abroger tous les impôts sur le capital, qu'il s'agisse de l'ISF, de l'impôt sur les plus values ou sur l'héritage.

Hervé NOVELLI : UNE LOI D'ASSOUPPLISSEMENT

Parlementaire mais aussi chef d'entreprise, Hervé NOVELLI est le rapporteur de la loi DUTREIL, une « loi cadre » d'assouplissement de la législation sur la création d'entreprises, les licenciements et les conditions de travail dans les PME.

Un tel projet de loi n'est pas facile à faire adopter : affaire de culture politique, comme on l'a déjà dit, la « révolution culturelle » ne s'est pas encore produite dans les milieux dirigeants.

Il est pourtant indispensable, car la mondialisation menace toutes les entreprises, petites comme grandes, et l'emploi des Français va se retrouver à l'étranger. Il faudrait que les entreprises françaises bénéficient de toute la flexibilité voulue pour s'adapter à ces nouvelles conditions, pour que des transferts d'activité permettent de récupérer les emplois perdus dans la compétition internationale. Les « réserves de flexibilité » de la main d'œuvre française ne sont donc pas utilisées. Le gouvernement met beaucoup d'espoir dans la formation permanente, c'est incontestablement un remède qui va dans le bon sens ; mais l'incohérence vient de ce que l'on veut organiser la flexibilité alors qu'on crée toutes les conditions législatives de la rigidité. Le législateur devrait abandonner le champ social pour le laisser au contrat. Mais on reprend vite les mauvaises habitudes : s'en remettre aux négociations directes entre Etat et syndicats, et créer des emplois aidés dans le secteur non marchand. Voilà pourquoi il faut d'urgence ouvrir des espaces de liberté pour les entreprises, et assouplir les relations de travail.

Jean Pierre CENTI : COMMENT EN FINIR AVEC LE CHOMAGE

Le conservatisme social du gouvernement est d'autant plus incompréhensible que la science économique a cerné depuis plusieurs décennies le problème du chômage.

Il est vrai qu'en France ni le travail, ni le capital, ni l'entreprise n'est réellement en odeur de sainteté. Le récent sondage qui fait apparaître que 77% des jeunes Français veulent devenir fonctionnaires est corroboré par ce que nous observons dans nos Facultés, même quand elles dispensent aux étudiants des enseignements d'économie, de finance ou de commerce.

Cette attitude face à l'emploi dans l'entreprise a plusieurs causes. La première réside dans le fait que les emplois nouveaux exigent une qualification supérieure, et que les jeunes en sont détournés. Le chômage des jeunes est accru par l'existence du SMIC, véritable barrage à l'entrée sur le marché du travail. On veut ensuite réduire ce chômage en les orientant vers les emplois publics, alors que la bonne solution consiste à les amener vers des emplois plus qualifiés, pour lesquels il existe une pénurie mondiale. On veut donc compenser les rigidités structurelles (inaptitude au travail qualifié) par des dépenses conjoncturelles (emplois aidés).

Par contraste, quelles seraient les bonnes mesures pour réduire le chômage, et notamment celui des jeunes ? Les économistes connaissent les réponses :

- d'une part rendre toute sa flexibilité au marché du travail (c'est ce qu'ont évoqué les orateurs précédents).

- d'autre part abaisser le coût du travail en France, or celui-ci a augmenté de 3,8% entre les 4^{èmes} trimestres 2001 et 2002, essentiellement sous l'effet des charges sociales. Il n'y aura donc pas de réforme de l'emploi sans réforme de la Sécurité Sociale. C'est le « coin social fiscal » qui ruine les entreprises françaises ; pourquoi de nombreux pays européens, Grande Bretagne et Pays Bas par exemple, ont-ils réussi à abaisser le coût de la protection sociale ?

- enfin, et non le moindre, comme l'a rappelé Axel ARNOUX, inciter les entrepreneurs à investir en pratiquant une dégrue fiscale, notamment en diminuant la progressivité de l'impôt, qui atteint essentiellement ceux qui veulent entreprendre, épargner et travailler davantage.

Ces trois grandes réformes ont abouti à la disparition presque complète du chômage dans les pays qui les ont pratiquées. Mais en France il semble que l'on ait une préférence pour le chômage : le « social » a prééminence sur « l'économique ». On voit aujourd'hui que l'on n'a ni l'un ni l'autre. La France est socialement en ébullition et économiquement en ruine.

Le Professeur Jean Pierre CENTI est doyen de la Faculté d'Economie de l'Université d'Aix Marseille III. Concernant la lutte contre le chômage on peut se référer au numéro spécial de la Revue des Etudes Humaines, 1996 (Jacques GARELLO : le Chômage, un scandale public).

RECONSTRUIRE LA SOCIÉTÉ CIVILE AUTOUR DE L'ÉTHIQUE DE LA LIBERTÉ

Temps fort de la XXV^e Université d'Eté (Aix en Provence, Mercredi 4 Septembre 2002) : si le futur de la liberté est entre les mains de la société civile, quel est le code éthique qui doit la guider ? Sur le sens de « l'éthique de la liberté » quelques-uns des meilleurs analystes de la pensée religieuse s'exprimaient. Au premier rang desquels Michael NOVAK, Professeur à l'American Enterprise Institute, Président de l'Association des Economistes Catholiques.

Michael NOVAK : CE QUE LA DÉMOCRATIE DOIT A LA RELIGION

Je me référerai ici à Alexis de Tocqueville (Chapitre I, Part II, section IX de la Démocratie en Amérique), qui va démontrer que la première institution politique de la démocratie est, de façon surprenante, la religion, et plus précisément, la tradition religieuse judéo-chrétienne (d'autres religions peuvent également concourir à la démocratie dans la mesure où elles possèdent les mêmes caractéristiques).

Danger de la laïcité, danger du naturalisme

Tocqueville commence par critiquer la philosophie laïque, en ce qu'elle conduit au relativisme. Or, la démocratie a tendance à dégrader les goûts et les passions. Elle a donc besoin d'un contrepoids moral. Mais quand il n'y a ni Dieu ni diable, ni bien ni mal, où est le contrepoids ? Si toutes les opinions se valent, il n'y a plus de valeur morale. Les concepts de liberté et de droit deviennent eux aussi affaires d'opinion. On est ainsi conduit à un égalitarisme aveugle, qui veut que tout soit admis, que chacun vaille bien l'autre.

De façon symétrique, Tocqueville rejette le naturalisme qui voudrait que les hommes soient inégaux par nature, certains voués à être forts et d'autres (plus nombreux) à être faibles. La philosophie grecque est imprégnée de cet élitisme, qui accorde la liberté aux esprits supérieurs pour la refuser aux esclaves. C'est le Christianisme qui établit le principe de l'égalité de tous les hommes en dignité, parce que le Dieu des Juifs a fait tous les hommes à son image. Cela n'efface pas les inégalités naturelles, mais les transcende : la diversité des êtres humains, le caractère unique et irremplaçable de chaque personne ne détruisent pas la nature de l'homme, universelle créature de Dieu. La différence de nos talents, de nos situations, n'intéresse pas le Créateur : il aime tous les hommes de la même façon, il leur offre la même dignité.

L'homme est au cœur de la Création, dont il est le couronnement. Il a une âme, et c'est ce qui le sépare de tous les autres êtres vivants. Le respect de l'âme, de sa foi et de son immortalité, est aussi le fondement de la démocratie. L'âme est en effet ce qui fait la personne humaine, capable de découvrir, de comprendre, de choisir, d'aimer, de préférer. C'est cette dignité de la personne humaine qui est le vrai fondement des droits individuels, et qui donne son sens à la liberté. Voilà pourquoi ces droits sont inaliénables, au dessus de tout pouvoir humain : ce point est très clairement exprimé par les fondateurs de la démocratie américaine comme Thomas Jefferson. James Madison fait de la liberté religieuse la première de toutes les libertés, puisqu'elle permet à chaque homme de faire son choix dans ses relations avec Dieu, Dieu laissant libre chacun de nous d'accepter ou de refuser l'amour qu'il nous propose.

Que l'on fasse abstraction de la foi, que l'on ignore ou diminue la liberté religieuse, et l'homme s'éloignera de sa condition humaine et se distinguera de moins en moins de l'animal.

Cinq apports majeurs de la religion à la démocratie

On attribue souvent la paternité de la pensée démocratique à Locke, parce qu'il a défini les principes de dignité, égalité et liberté. Certains y voient d'ailleurs quelque contradiction, mais ils font une erreur sur le mot « égalité ». En réalité, toute la pensée de Locke est empruntée à la tradition religieuse judéo-chrétienne. Et Tocqueville, plus clairement que Locke, a le mérite d'identifier les cinq passerelles entre religion et démocratie, cinq garanties de la dignité, de la liberté et de l'égalité.

- 1° La religion rend l'homme conscient de ses devoirs personnels : ce n'est pas, ou pas seulement la loi qui conduit le citoyen à une attitude morale, c'est sa conscience personnelle, éclairée par sa foi.
- 2° La religion donne à l'homme une vision claire de ses droits et devoirs : rien n'est ambigu dans les Tables de la Loi, les Dix commandements sont clairs.
- 3° La religion incite l'homme à élever ses pensées et à maîtriser ses comportements en se référant aux valeurs spirituelles ; si les hommes ne sont pas capables de se maîtriser dans leur vie privée, il ne peut y avoir de maîtrise dans la vie publique.
- 4° La règle morale est mieux respectée par amour que par calcul. Les hommes ne font pas un calcul utilitariste pour savoir s'ils doivent faire bien ou mal, ils ont le sentiment de la présence de Dieu dans leur vie, et c'est ce qui les guide vers le bien.
- 5° C'est la religion plutôt que la loi qui fait que l'homme a une conduite morale. Cette dernière assertion de Tocqueville n'est certainement pas « politiquement correcte » aujourd'hui, puisque l'on est persuadé que sans obligation légale l'homme ferait n'importe quoi. Pourtant, Tocqueville y insiste beaucoup, il souligne que l'harmonie des relations entre les hommes commence dans la famille, et que si la famille accepte des mœurs dissolues, la société ne peut respecter aucune loi ni aucune règle morale. Tocqueville a été impressionné par la licence des mœurs privées sous Louis XIV et après la Révolution. Pour lui la force de l'Amérique réside précisément dans la rigueur des mœurs familiales, qui s'explique par le caractère particulièrement religieux du peuple américain.

Tocqueville avait raison

Je conclurai en observant qu'il y avait quatre démocraties au début du XX^e siècle, et cent trente pays dits « démocratiques » au début de celui-ci. Mais que la démocratie n'a pu réellement se vivre et se développer que dans les pays empreints d'une culture religieuse, la culture judéo-chrétienne le plus souvent, mais aussi d'autres cultures dont les religions aboutissent à une vision de la liberté et de la dignité de la personne humaine proche de la nôtre (comme dans les pays adeptes du confucianisme). Cela nous conduit à insister sur l'importance des bases culturelles des principes et des institutions de la démocratie.

On peut citer enfin quelques phrases de Tocqueville : « *La religion considère la liberté civile comme l'exercice normal des facultés des hommes, le monde du politique étant conçu par le Créateur comme le libre jeu de la compréhension entre les hommes. C'est la meilleure conception de la vie en société qui soit, parce que c'est dans le cœur des hommes qu'elle puise sa force et ses règles... La religion est considérée comme la gardienne de la morale, et la morale est tenue pour la garante des lois et la promesse de la liberté elle-même* ».

AU SOMMAIRE DU N°756 :

EDITORIAL : L'Université de Perpignan pp. 1-2

CONJONCTURE : La croissance américaine plus forte que prévue pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : La France, pays de la « misère fiscale » p. 4 – Comment Lutte Ouvrière manipule les manifestants p. 4 - La réforme de l'Etat pp. 5-6

SPÉCIAL UNIVERSITÉ D'ÉTÉ : Rencontre de la société civile autour de l'éthique de la liberté pp. 7-8

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : €30.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : €92.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org